

**RAPPORT N° 2023/1-11  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 23 février 2023**

**OBJET**

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR ARMAND MYSCILE POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUE A SAINTE-SUZANNE – AVENANT 1**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3–PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

La CINOR a autorisé Monsieur Armand MYSCILE, sous la forme d'une autorisation d'occupation temporaire (AOT) du domaine public, à exercer une activité de snack bar sur le parc de loisirs du Bocage situé à Sainte-Suzanne.

Monsieur Armand MYSCILE a sollicité la CINOR le 24 janvier 2023 afin de prendre en compte les modifications juridiques effectuées depuis le 1er janvier 2023 concernant la société en charge de l'exploitation désormais dénommée « L'ÎLOT SANDWICH 974 » sous un nouveau numéro de SIRET.

Il vous est proposé un avenant au contrat d'AOT joint en annexe au présent rapport.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver l'avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine public joint en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**

The image shows a handwritten signature in black ink over a circular blue official stamp. The stamp contains the text 'C.I.N.O.R.' at the top, 'Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion' in the center, and 'Département de la Réunion' at the bottom.

**DECISION N°2023/1-11  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 23 février 2023**

**OBJET**

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MONSIEUR ARMAND MYSCILE POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUE A SAINTE-SUZANNE – AVENANT 1  
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3–PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/1-11 du Président

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20230223-BC2023-1-11-DE  
Date de télétransmission : 03/03/2023  
Date de réception préfecture : 03/03/2023

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver l'avenant n°1 de la convention d'occupation temporaire du domaine public joint en annexe.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15  
Suffrages exprimés : 15  
Vote pour : 15  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

03 MARS 2023

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20230223-BC2023-1-11-DE  
Date de télétransmission : 03/03/2023  
Date de réception préfecture : 03/03/2023